

A bas l'UE et ses traités !

samedi 1er juin 2024, par [Jacques COTTA](#)

Les élections européennes illustrent des choix politiques lourds de conséquences. Il y a d'abord tous les partis « de gouvernement », partis traditionnels qui sont sur une ligne identique :
« *votez pour moi et nous modifierons le cours des évènements, la nature de l'Union européenne, la politique suivie* ».

Evidemment, dans le concret, chacun tente de se distinguer par des propositions originales. Mais sur le fond, la stratégie est la même. Et celle-ci est évidemment vouée à l'échec. L'Union européenne depuis ses débuts a été édifée pour évacuer les citoyens des différentes nations des choix politiques sur les questions essentiels qui les concernent.

L'épisode 2005 fait date par exemple, lorsque le peuple de France a dit Non à la constitution européenne. Deux ans plus tard, en 2007, PS et UMP, Hollande, Sarkozy, et quelques autres en tête, ont effectué un véritable coup d'état, un déni de démocratie, en faisant adopter au congrès réuni à Versailles le traité de Lisbonne qui reprenait point par point le texte constitutionnel rejeté deux ans plus tôt par les Français.

Si toutes les forces politiques briguent à nouveau le suffrage des électeurs dans le cadre européen, elles savent bien ce qu'elles font, fortes de l'expérience du passé qui avec Alexis Tsipras en Grèce a atteint son apogée. Elles sont toutes sur une ligne de gestion du capitalisme en crise et du mondialisme mortifère.

Parmi les formations et leur tête de liste, deux se distinguent.

-> **Le RN et Jordan Bardella** d'une part qui surfe sur les sondages, fort d'une image usurpée de contestation du système, lui qui avec le RN se déclare tout à fait euro-compatible, ne divergeant sur le fond avec Macron et quelques autres qu'à la marge.

-> **Le PS et Rafael Glucksmann** d'autre part qui en cas d'effondrement de Macron en bout de course, est adoubé par l'oligarchie médiatico-politique pour assurer une relève fidèle et disciplinée.

Et puis il y a les petites forces, dont un certain nombre de souverainistes qui dans les paroles se prononcent pour une prise de distance avec l'Union européenne. Certaines sont très radicales dans les mots. François Asselineau par exemple ne parle t'il pas de Frexit ? D'autres plus mesurés préfèrent évoquer la rupture avec les traités. Dans les faits, le spectacle est désolant. Le « chacun pour soi » domine, interdisant le « **marcher séparément mais frapper ensemble** ». Lorsque dernièrement nous avons proposé un appel pour « **la sortie de l'Union Européenne** », ceux-ci n'ont pas daigné accuser réception. La tambouille électorale et l'illusion d'exister de toutes ces petites formations et de leurs chefs, à côté des grands, seraient donc plus importantes que la bataille elle-même ?

Chaque mot de l'un permet l'excommunication par l'autre. Rien ensemble ne serait donc possible. Parler de rupture avec l'Union Européenne serait pour certain maximaliste, irréaliste. Parler de rupture avec les traités serait pour d'autres illusoire, simple capitulation.

Mieux vaut partir des faits, de la réalité pour tenter d'y voir clair dans un débat confus, entretenu à loisir sur des bases abstraites, insaisissables pour le plus grand nombre. Et le concret indique que la priorité est bien la rupture avec les principaux traités de l'union européenne qui implique de fait une rupture avec l'Union elle-même. Car l'union européenne, organise **un cataclysme social, économique, démocratique... La France est danger !**

Il y a d'abord la démocratie. Elle suppose que chacun puisse être maître chez lui, que nul ne puisse se voir imposer une décision contraire à ses propres intérêts.

L'Union européenne se propose de modifier les règles des traités en imposant sur la quasi totalité des sujets le vote à la majorité contre l'unanimité, interdisant ainsi à chacun de s'opposer à ce qui peut sembler néfaste, insupportable, pour son propre pays.

Avec la suppression du droit de véto, c'est ce qui reste de souveraineté aux Nations qui sera liquidé. Ce sont les Nations elles-mêmes qui seront vouées à disparaître, au profit de l'entité européenne dirigée par on ne sait qui —Macron en rêve, lui qui se verrait bien Président de l'Europe— avec pour tâche la défense des intérêts du capital financier.

La sauvegarde des Nations, de la France en l'occurrence, impose d'affirmer avant même cette décision qu'elle ne pourra qu'entraîner une rupture immédiate...

Il y a nos services publics dont les budgets sont toujours plus ratiboisés au nom des critères instaurés par le traité de Maastricht, la règle des 3% de déficit et d'une dette publique inférieure à 60% du PIB. Rompre avec ce traité donc...

Il y a par exemple nos hôpitaux avec la nécessité d'ouvrir des lits, des services, de recruter des personnels. Mais cela est à nouveau contradictoire avec le traité de Maastricht et les règles énoncées précédemment. Rompre donc...

Il y a les licenciements. Mais s'y opposer et les interdire entre en contradiction avec la règle de la concurrence libre et non faussée. Rompre donc avec cette règle qui traverse tous les traités...

Il y a la soumission à l'OTAN, la ponction de milliards qui pourraient aider les peuples et qui sont dirigés vers l'économie de guerre pour semer la désolation et remplir les poches de quelques actionnaires... Rompre avec l'OTAN...

Il y a...

Les exemples sont innombrables et concernent tous les domaines. La sécurité sociale, le salaire différé, les allocations de toute sorte dont les allocations chômage, les arrêts maladies, et autres sujets tous menacés par une série de traités qui ont été signés et qui constituent le corset dans lequel la Nation étouffe, au point de crever.

L'axe stratégique pour la sauvegarde de la nation et des français impose **la rupture** avec une multitude de traités et donc, pour aller au plus simple, avec l'Union européenne elle-même, la sortie la plus vite possible de l'Union Européenne pour lui substituer l'union réelle des peuples, l'union des nations libres décidant de coopérer librement entre elles, défendant leurs intérêts dans un respect réciproque.

N'est-ce pas pour l'intérêt des citoyens, des travailleurs, des jeunes et pour sauver la France en danger ce qui devrait être clairement affirmé ?

Jacques Cotta

Le 1er juin 2024